

Comores [18 juillet 1946] (p. 2719) ; du territoire de Madagascar (1<sup>re</sup> circonscription, *Collège des citoyens*) [25 juillet 1946] (p. 2812) ; du territoire de Madagascar (2<sup>e</sup> circonscription, *Collège des citoyens*) (p. 2813). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (p. 3804 et suiv.) ; *Ses observations en réponse à M. Cot* (p. 3815) ; — du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : Art. 18 ; *Son amendement* [27 septembre 1946] (p. 4178) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Président de la commission des territoires d'outre-mer* : Art. 72 bis : *Amendement de M. Deniau* [3 octobre 1946] (p. 4484).

### **JULES-JULIEN (M. Alfred), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication, des postes, télégraphes et téléphones (*ibid.*).

#### **Dépôt :**

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer et à garantir la production et le commerce de la chaussure de qualité ; 2<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, n<sup>o</sup> 1174.

#### **Interventions :**

Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (A., p. 4380).

### **JULIAN (M. Gaston), Député du département des Hautes-Alpes.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, n<sup>o</sup> 791. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la mention « Mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne, dans les rangs de l'armée régulière de la République espagnole, n<sup>o</sup> 911. — Le 19 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de la guerre employés dans les administrations publiques, n<sup>o</sup> 914.

### **JULLIEN (M. Jean-Joseph), Député du Maroc.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la France d'outre-mer (p. 2555). = Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Interventions :**

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 10 : *Ses observations contre l'amendement de M. E. Petit* [6 août 1946] (A., p. 2995). — Demande à interpellier sur les accidents d'aviation qui se sont produits dans les journées des 3 et 4 septembre 1946 et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour établir les responsabilités engagées et prévenir le retour d'accidents de cette nature [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : Art. 16, *Soutient l'amendement de M. Mignot* [11 septembre 1946] (p. 3638) ; *le retire* (p. 3639) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3841) ; Art. 71 K : *Son amendement* [20 septembre 1946] (p. 3908) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française : DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER : Art. 71 J, *Son amendement* [28 septembre 1946] (p. 4213) ; *le retire* (ibid.).

**JULY (M. Pierre), Député du département d'Eure-et-Loir.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

**Interventions :**

Demande à interpellier sur la présence en Russie d'un certain nombre de prisonniers de guerre français et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour hâter leur rapatriement [4 juillet 1946] (A., p. 2598) ; est

entendu sur la fixation de la date de discussion [23 juillet 1946] (p. 2754) ; développe son interpellation [25 juillet 1946] (p. 2790 et suiv., p. 2808). — Participe au débat sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote* [8 août 1946] (p. 3085). — Prend part à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Son amendement au 10<sup>e</sup> alinéa* [29 août 1946] (p. 3405) ; DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE : Art. 72, *Son amendement* [10 septembre 1946] (p. 3591) ; — Demande à interpellier sur le caractère illégal des mesures que le Gouvernement a prises à l'encontre d'un certain nombre de journaux de la Résistance [28 septembre 1946] (p. 4248).

**JUVÉNAL (M. Max), Député du département des Bouches-du-Rhône.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la commission de grâce amnistiante en Algérie [18 juillet 1946] (p. 2674). — Titulaire de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice [ibid.] (p. 2676).

**Interventions :**

Son rapport, au nom du 6<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances [12 septembre 1946] (A., p. 3716) ; — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre : Art. 17, *Son amendement concernant l'attribution de l'indemnité d'eviction en cas de non-reconstruction d'une exploitation agricole* [4 octobre 1946] (p. 4611) ; Art. 30, *Son amendement relatif aux autorisations de transfert de bâtiments agricoles* (p. 4618).